Système de formation

La concurrence artificielle est contre-productive

Le système de formation met en scène une concurrence absurde, avec des conséquences fatales pour l'économie et la société. La qualité des formations est supplantée par des critères quantitatifs. La hausse du taux de maturités n'engendre pas de meilleures performances.

Par Mathias Binswanger, prof. d'économie politique à la Haute école spécialisée du Nord-Ouest de la Suisse et chargé de cours à l'Université de St-Gall.

— De nos jours, la concurrence est généralement perçue comme un instrument formidable. On s'imagine que la concurrence signifie que le meilleur gagne et que tout le monde s'efforce de s'améliorer sans cesse. Par conséquent, la croyance s'est répandue que la mise en place d'une concurrence artificielle apporterait à jamais performance et efficacité dans des domaines de l'économie sans marchés. Sont concernés au premier chef la science, la formation et le système de santé, où la concurrence artificielle visant à faire bonne figure dans les statistiques est une pratique tout à fait courante. Cette concurrence n'engendre pas de meilleures performances, mais produit toujours plus de non-sens. Elle a pour conséquence que nombre de personnes rédigent des publications, réalisent des projets, procèdent à des analyses ou décrochent des diplômes dont personne n'a réellement besoin, sans joie, dans le stress, la méticulosité et le zèle. Cette production d'absurdités crée bien des postes de travail, mais elle a des conséquences fatales pour l'économie et la société: le sens est supplanté par le non-sens, la qualité par la quantité et la joie ressentie dans l'accomplissement d'une activité par la carotte et le bâton.

Quantité n'égale pas qualité

Cette évolution est particulièrement bien visible dans le système de formation. Les partis, qu'ils soient de droite ou de gauche, sont au moins d'accord sur un point: il faut investir au maximum dans la formation et le capital humain. Pas étonnant donc que la doctrine de la production à outrance soit particulièrement populaire dans le système de formation. Plus tôt un enfant est scolarisé, mieux c'est. Plus il y a de jeunes aux études, mieux c'est. Plus les cours de perfectionnement sont suivis, mieux c'est. Et puisque ces croyances sont communément admises, il devient naturellement indispensable d'instaurer de la concurrence artificielle afin que les gens se donnent toujours plus de peine pour se former, et que les fournisseurs (écoles, universités) et leurs autorités directrices redoublent d'efforts pour attirer plus d'hommes et de femmes dans leurs formations... C'est pourquoi une concurrence absurde se déroule au plus haut niveau, entre pays et régions, pour avoir la plus forte proportion de jeunes suivant une formation tertiaire.

Le nombre de personnes intelligentes pas lié aux réformes

On le ressent très nettement en Suisse, qui fait notoirement mauvaise figure en la matière. Une part relativement importante de jeunes y suit en effet une formation professionnelle initiale (apprentissage), qui a permis, des siècles durant, un artisanat, une production industrielle et des services de qualité. Pourtant, la véritable qualité ne compte pas si l'on commence à mesurer la qualité de la formation au moyen d'un indicateur soi-disant simple, comme le «taux de jeunes avec un diplôme du degré tertiaire». Ainsi, les Académies suisses des sciences ont demandé dans leur «livre blanc», publié en 2009, d'augmenter le taux de maturités, d'un peu plus de 20% actuellement, à 70%. Dans ce contexte, il est utile de rappeler ce que la recherche médicale sur le cerveau sait de l'intelligence. D'après Gerhard Roth, directeur de l'Institut de recherche sur le cerveau à l'Université de Brême, l'intelligence est la caractéristique de la personnalité présentant le plus fort degré de détermination génétique. En d'autres termes: le nombre d'élèves et d'étudiants intelligents est en grande partie résistant aux réformes et n'augmente pas par le biais de refontes du système de formation. Si l'on souhaite augmenter la proportion de bacheliers de 20 à 70%, il est nécessaire de baisser le niveau d'exigences de la maturité jusqu'à ce que 70% d'une promotion soient en mesure de la réussir. Plusieurs pays se sont montrés performants en la matière. Une maturité allemande ne vaut presque plus rien. En Finlande, pas moins de 95% de tous les élèves réussissent l'examen des écoles uniques, où ils passent douze ans.

Maturité n'égale pas succès

Quelles sont les conséquences de taux de maturités si élevés? En premier lieu, les jeunes de ces pays passent beaucoup plus de temps dans les salles de classe, avec plus ou moins d'ennui, jusqu'à la maturité. Ce qui suit est moins glorieux. Une majorité de ces élèves en classes de maturité poussés artificiellement n'obtiennent jamais de diplôme d'une haute école et restent sur le carreau. En Finlande, ce constat concerne près de la moitié des détenteurs de maturité, ce qui relativise vite le taux de maturités impressionnant dans ce pays (95%).

Traduction: Lionel Felchlin

Le problème réside dans le fait que ces élèves n'ont pas de formation professionnelle et n'ont jamais été préparés à une activité pratique. Il n'est donc pas étonnant que les pays avec de tels taux de maturités présentent des taux de chômage aussi élevés chez les jeunes: 19% en Finlande, et même 25% en Italie en 2009. En comparaison, les 4,1% qui ont cours en Suisse paraissent bien modestes. Un taux de maturités élevé est un excellent moyen pour encourager le chômage chez les jeunes. Mais il y a encore mieux. Ceux qui étudient réellement doivent le faire dans une large mesure dans des conditions où la formation académique n'est plus qu'une mauvaise plaisanterie. Dans des auditoires bondés, ils essaient de saisir une partie de ce qui était autrefois un cours magistral, mais qui ressemble désormais plus à une sorte de champ de foire. Il va de soi que l'on a réagi depuis longtemps à cette dégénérescence généralisée de la formation universitaire dans des pays comme l'Allemagne. La nouvelle tendance consiste à créer des universités d'élite qui forment la crème de la relève.

La tour de Pise, un symbole: la concurrence peut fragiliser de solides structures de formation.

Photo: DR

Ainsi, c'est un système de formation très élitiste qui voit le jour, où seules comptent les études dans quelques universités d'élite et où le commun des étudiants, c'est-à-dire la majorité, perd son temps dans des universités de masse de deuxième ou de troisième plan. Ce que le «livre blanc» identifie comme un manque, à savoir la faible proportion d'étudiants en Suisse, est en réalité l'une des grandes forces de notre pays. Jusqu'ici, la Suisse a réussi à contenir l'évolution vers des universités de masse, et à maintenir la qualité de la formation dans les universités et les hautes écoles spécialisées. Ce n'est pas le nombre d'étudiants qui est déterminant, mais la qualité de la formation que les jeunes doués intellectuellement peuvent recevoir dans un pays.

La faible proportion d'étudiants est en réalité une des forces de la Suisse.

La concurrence visant à former le plus grand nombre d'étudiants possible a pour effet que tous les jeunes qui possèdent bien d'autres talents se pressent à l'université. Seuls font une formation professionnelle initiale ceux qui n'ont pas d'autre choix. Les conséquences sont fatales. La qualité des ouvriers qualifiés et des artisans ne cesse de diminuer, alors que des jeunes qui seraient d'excellents ouvriers se donnent de plus en plus de peine dans les hautes écoles spécialisées et les universités pour n'être que des étudiants médiocres.

Pourtant, cette idéologie de la concurrence ne débute pas chez les jeunes au gymnase ou à l'université, mais déjà au jardin d'enfants. Les enfants doivent être scolarisés le plus tôt possible pour devenir immédiatement polyglottes et développer des compétences interculturelles et sociales en vue d'une future carrière. Et pour que le succès de certains pays en la matière soit connu, il existe depuis une dizaine d'années les tests PISA, qui permettent de comparer le «niveau de formation» des élèves dans différents pays, régions et écoles. Il est logique que la concurrence se soit intensifiée pour faire bonne figure dans ces tests.

La bureaucratie: frein à la qualité

Entre-temps, les réformes et changements du système de formation sont devenus permanents, en lien aussi avec une bureaucratie croissante en matière de formation. Le psychologue et maître de conférences zurichois Jürg Frick a récemment écrit à ce propos: «D'année en année, la bureaucratisation augmente: papiers, concepts, programmes, formulaires, analyses, enquêtes, statistiques, tableaux, rapports, conventions de prestations.» La tâche centrale de l'enseignant, à savoir l'enseignement, est de plus en plus accaparée par ces activités. Et une énorme bureaucratie administrative est en train de voir le jour à l'école et à l'université.

Ainsi, un psychologue scolaire zurichois a constaté, pour sa commune, que le nombre d'élèves et les postes d'enseignants avaient augmenté de 20% entre 1975 et 2008. Le nombre de postes au sein de l'administration scolaire, en revanche, a crû de 355%. Au nom de l'efficacité et de la qualité, on assiste à l'instauration d'une nouvelle bureaucratie qui nuit finalement à la qualité de l'enseignement et gâche le plaisir qu'ont les enseignants à exercer leur métier. —